

# Bulletin bibliographique

Autor(en): **F.F.**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **74 (1929)**

Heft 5

PDF erstellt am: **20.09.2024**

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

### LECTURES D'HISTOIRE

*La politique extérieure de l'Allemagne, 1870-1914.* Documents officiels publiés par le ministère allemand des affaires étrangères. Tome V. 1<sup>er</sup> octobre 1886-31 juillet 1887. Tome VI. 1<sup>er</sup> août 1887-20 mars 1890. Traduits par Camille Jourdan, ministre plénipotentiaire. Volumes grd in-8°. Paris 1928 et 1929. Alfred Costes, éditeur. Publications de la Société de l'histoire de guerre.

Le premier de ces volumes embrasse une courte période diplomatique, neuf mois seulement, mais neuf mois actifs et agités. C'en est fini des essais de rapprochement franco-allemand. Aux ministères français qui les préconisaient a succédé celui de M. Goblet où le général Boulanger est ministre de la guerre, ministre intrigant qui recherche, entre autres appuis, celui de la Ligue des patriotes et de son président Déroulède, et dont les vues ambitieuses ne craignent pas d'agiter l'opinion publique en stimulant l'hostilité contre le vainqueur de 1870.

Est-ce à dire que la guerre risque d'éclater à nouveau ? L'attaché militaire allemand à Paris, lt-colonel de Villaume, écrit qu'il faut s'y attendre, mais le comte de Waldersee, quartier-maître général, chef par intérim de l'état-major général, à Berlin, n'en croit rien, en donne les raisons au chancelier de l'Empire, prince de Bismarck, et résume son opinion comme suit : « Il est indubitable que la France depuis 15 ans se prépare à la guerre avec suite, bien que souvent avec maladresse, et je suis convaincu qu'elle nous déclarerait immédiatement la guerre si nous nous trouvions engagés dans des complications sérieuses d'un autre côté ; mais *seule* elle n'osera pas nous faire la guerre, en tout cas pas dans un avenir rapproché. »

Cette opinion semble bien dicter à Bismarck sa ligne diplomatique. Pour être prêt, à tout hasard, il met sur le chantier une loi militaire qui accroît les moyens de l'état-major, mais il s'applique surtout, d'une part, à isoler politiquement la France, d'autre part, à éviter les complications qui pourraient servir de prétexte à une entrée en ligne des Français et les inciter à en profiter.

Au nombre de ces complications, la plus dangereuse, à son avis, est la rivalité austro-russe dans les Balkans. Bismarck la considère avec inquiétude ; il trouve que l'Autriche-Hongrie ne tient pas assez compte des nécessités internationales et donne trop facilement le pas sur elles à ses intérêts et à ses ambitions particuliers. Le Congrès de Berlin avait établi une démarcation des sphères d'influence autrichienne et russe dans la presqu'île. L'Autriche travaille à la rompre à son avantage, en quoi faisant elle compromet le principe de l'entente entre les trois empereurs sur laquelle Bismarck a échafaudé sa politique de la paix. En outre, Bismarck juge l'armée autrichienne trop inférieure à l'armée allemande pour que l'Allemagne encourage l'Autriche à la guerre contre la Russie. Elle aurait le gros poids de la lutte à supporter, d'autant plus lourd que la France entrerait alors en jeu.

Le pion britannique demande aussi à être considéré. Lord Salisbury préside le gouvernement de Londres. Il se demande si, peut-être, l'Angleterre ne ferait pas reculer la Russie en se rapprochant de l'Autri-

che. Tout ce qui serait de nature à éloigner la Russie du chemin de Constantinople est d'intérêt anglais.

Bismarck n'y verrait pas d'inconvénient, mais il ne voudrait pas non plus que l'Autriche vît dans un appui de l'Angleterre un motif pour partir en guerre contre la Russie. Dans tous les cas, l'Autriche fera bien de considérer, d'abord que l'Angleterre s'appliquera à se servir d'elle plutôt qu'à la servir, puis que l'Italie ne doit pas être perdue de vue. L'Italie est une ennemie naturelle de l'Autriche ; celle-ci sera sage en évitant cette hostilité. De là l'idée d'un renouvellement de la Triple Alliance, et, dans l'esprit de Bismarck, une entente entre l'Angleterre, l'Autriche et l'Italie.

Comme on voit, le jeu est serré. Vers la fin de la période, le souci d'une attaque française est moindre, quoique n'ayant pas disparu. Ce qui l'entretient encore est l'attitude de la Russie. Le tzar répugne à l'idée du renouvellement de la convention des trois empereurs, et une notable fraction de l'opinion publique russe témoigne, s'il faut en croire l'attitude de la presse que le gouvernement ne muselle pas comme il le pourrait, d'une hostilité croissante contre l'Allemagne présentée comme la cause, au Congrès de Berlin, du recul de la Russie devant la Turquie qu'elle avait vaincue en 1878.

Les choses en sont là lorsque s'ouvre la période de deux années et demie dont le tome VI publie les documents. L'aventure boulangiste est en train de faire long feu, les représentants de l'Allemagne en France le constatent ; mais Bismarck ne désire pas qu'on le dise trop haut, afin de ne pas fournir à l'opposition du Reichstag un argument contre la loi militaire.

Il craint d'ailleurs que la duplicité russe ne favorise une alliance franco-russe qui mettrait l'Allemagne entre deux feux. En sens contraire agit maintenant l'Italie de M. Crispi qui, résolument hostile à la France, pousse le rapprochement avec l'Allemagne jusqu'à la discussion entre états-majors d'un plan d'opérations commun. La difficulté principale réside dans l'existence de la Suisse qui séparerait les futurs alliés, soit les deux offensives qu'ils entreprendraient contre les Français, troupes italiennes au sud, troupes allemandes au nord. « La neutralité de la Suisse est un avantage pour la France, dit un mémoire de l'état-major allemand, en séparant les sphères d'opérations de ses adversaires alliés, en excluant tout d'abord leur coopération immédiate, et comme la Suisse est complètement résolue à défendre sa neutralité et est armée pour cela, sa méconnaissance de quelque côté que ce soit est invraisemblable. »

La conclusion est que les troupes italiennes, pour renforcer l'offensive allemande, ~~seront~~ transportées par les chemins de fer autrichiens et ~~contourneront~~ le territoire helvétique.

Mais le grand souci de Bismarck est toujours d'éviter la guerre, car il ne voit pas quel bénéfice l'Allemagne en retirerait, tandis qu'il se rend compte des risques qu'elle serait exposée à courir, même au cas d'une guerre victorieuse ; et il ne voudrait pas que l'Autriche s'affaiblisse, car elle lui paraît indispensable à l'équilibre européen. C'est un souci pour lui de la voir constamment occupée à attiser les querelles balkaniques. Il a eu soin de ne signer son traité d'alliance avec elle que sous la forme défensive. Il voit bien qu'elle fait entrer dans son jeu l'appui de l'Allemagne, sans laquelle elle se sent trop faible pour s'attaquer à la Russie ; mais à chaque tentative il répond que l'Allemagne ne bougera que si la Russie est l'assaillante.

Sa position est la même avec la Russie. Le traité dit de contre-assurance convenu avec cette dernière est aussi un traité exclusi-

vement défensif. Bismarck tient beaucoup à ce que l'Empire allemand conserve une entière liberté d'allure.

A retenir un rapprochement suggestif avec la situation de 1914. En Allemagne, des milieux militaires ne seraient pas éloignés de pousser à la guerre avec la Russie. Le moment serait favorable, tandis qu'en ajournant on perd le bénéfice d'une Russie en voie de préparatifs militaires qui, achevés dans peu d'années, rendraient la tâche difficile à l'armée allemande. A quoi Bismarck répond : « Nous ne voulons pas prendre part à une attaque contre la Russie, même si nos militaires sont convaincus que nous pourrions faire aujourd'hui la guerre dans des conditions plus favorables que plus tard. » Et plus loin, instruction soulignée à son ambassadeur à Vienne : « *Nous ne devons pas du tout encourager l'Autriche à des procédés agressifs envers la Russie, mais seulement à être forte dans la défensive.* »

Cette politique, Bismarck la continue avec succès pendant le règne du vieil empereur Guillaume I<sup>er</sup> ; il la continue encore sous Frédéric III ; pourra-t-il la continuer sous Guillaume II ? Celui-ci semble pencher pour une politique plus agressive, celle des militaires austro-hongrois. Alors qu'il est prince régent pendant la maladie de son père, il a annoté un rapport de Bismarck : « Par les anotations marginales de Votre Altesse impériale, lui écrit le chancelier, je vois qu'Elle n'approuve pas la politique menée jusqu'ici conformément aux intentions de l'empereur défunt... D'après les prévisions humaines, avant qu'il se passe longtemps, la décision de la guerre et de la paix sera exclusivement entre les mains de Votre Altesse impériale. Ce fait assigne à chaque indication qui provient d'Elle dans ce domaine une importance qui ne me permet pas de laisser en silence les annotations marginales de Votre Altesse impériale... »

Après cet exorde, Bismarck développe les motifs de sa politique.

Le prince Guillaume, non sans réserves il est vrai, répond qu'il est d'accord, et conclut : « En dépit de mes annotations marginales provoquant tant d'émotion, je voudrais être convaincu que Votre Altesse sera en mesure en conscience, en cas de changement de gouvernement, d'ouvrir avec la même certitude que jusqu'ici la perspective de l'attitude pacifique de la politique allemande. »

Plus tard, le prince Guillaume étant devenu l'empereur Guillaume II, un incident se produisit entre lui et le chancelier. L'empereur se demanda si les derniers mouvements de troupes russes à la frontière allemande n'étaient pas l'indice des mauvaises intentions de la Russie, et voudrait qu'un avertissement fût adressé à St-Pétersbourg. Le chancelier l'en dissuade ; les relations avec la Russie sont favorables, plus qu'elles ne l'étaient précédemment.

Le VI<sup>e</sup> tome prend fin sur cet incident. La suite au prochain numéro dira-t-on. Ce prochain numéro sera le tome VII<sup>e</sup> dont la publication ne tardera pas.

F. F.

*Allgemeine Schweizerische Militärzeitung*, No. 4, April 1929. — Foch, par Miles. — Detachements-Manöver (suite). — Befehlsgebung, von Major H. Frick. — Le commandement subalterne, par le colonel Lederrey. — Die Artilleriesverwendung im Begegnungsgefecht bei der kombinierten I. Brigade, von A. G. — Braucht die Schweiz selbständige Luftstreitkräfte ? von Hauptmann Vacano. — Giftgaskrieg, die grosse Gefahr, II Teil, von Oberlt. W. Volkart. — Gedanken Friedrich des Grossen über Offizierspflicht und Führertum, von Hauptmann K. Brunner. — Le colonel Alfred de Reynold, par le colonel de Diesbach. — Mitteilungen. — Zeitschriften. — Literatur. — Auslandschronik.